



Communiqué de presse

Paris, le 23 septembre 2015

Bannissement : comment l'Etat et des collectivités condamnent les habitants des bidonvilles et des squats à l'exclusion

Le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope publie aujourd'hui [deux rapports](#) sur la situation des habitants des squats et des bidonvilles en France originaires d'Europe Centre et Orientale.

Le constat est sans appel : depuis la résurgence des bidonvilles il y a 25 ans, les politiques publiques à l'égard de leurs habitants sont désastreuses. Les expulsions des habitants des squats et bidonvilles sans solutions crédibles de relogement perdurent et aggravent chaque jour leur situation. **Le CNDH Romeurope exige une stabilisation des personnes et une sécurisation des lieux vie, seule solution pour avancer vers plus d'inclusion.**

La continuité de cette politique d'expulsion associée à d'autres facteurs renforce les ruptures sociales et fabrique le bannissement de ces populations : stigmatisation et actes racistes violents, entraves à la scolarisation, non-protection des enfants, obstacles pour accéder aux droits économiques et sociaux, à une protection maladie, éloignements forcés du territoire français.

La situation des enfants vivant en squats et bidonvilles est tout particulièrement critique. Les deux rapports mettent en exergue les innombrables obstacles qui s'érigent sur leur parcours de vie d'enfants : expulsions, refus de scolarisation, absence de protection de l'enfance en danger et des mineurs victimes d'exploitation. L'Etat et les collectivités territoriales ne peuvent abandonner ces enfants !

Le CNDH Romeurope relève avec intérêt les déclarations récentes de l'Etat et de certaines collectivités concernant l'accueil des personnes réfugiées. Nous espérons qu'elles se traduiront par des mesures concrètes notamment concernant l'hébergement sans distinctions des personnes, ainsi que la scolarisation de tous les enfants. Ces déclarations montrent qu'avec de la volonté, des solutions peuvent être trouvées. **Une telle volonté reste un préalable pour apporter une solution à la question des bidonvilles.**

Contact presse :

Manon Fillonneau – 06 68 43 15 15 – manon.fillonneau@romeurope.org

Facebook : <https://www.facebook.com/CNDHRomeurope>

Twitter : [@CNDH_Romeurope](https://twitter.com/CNDH_Romeurope)